



**Rapport n°2 : Compte financier 2017 – rapport de présentation de l’ordonnateur**

<b>Rapporteur (s) :</b>	Olivier Prévôt – 1 <sup>er</sup> Vice-Président
<b>Service – personnel référent</b>	Cristina Busquet-Parets et Audrey Debiez – Service financier
<b>Séance du Conseil d’administration</b>	14 mars 2018

- Pour délibération
- Pour échange/débat, orientations, avis
- Pour information
- Autre



## ▪ SOMMAIRE ▪

Rapport de présentation de l'ordonnateur	page 3
Tableau 1 ▪ tableau des emplois présenté par l'établissement (pour vote)	page 5
Tableau 2 ▪ autorisations budgétaires (pour vote)	page 9
Tableau 3 ▪ dépenses par destination et recettes par origine (pour information)	page 14
Tableau 4 ▪ équilibre financier (pour vote)	page 16
Tableau 5 ▪ opérations pour le compte de tiers (pour information)	page 17
Tableau 6 ▪ situation patrimoniale (pour vote)	page 18
Tableau 7 ▪ plan de trésorerie (pour information)	page 21
Tableau 8 ▪ opérations liées aux recettes fléchées (pour information)	page 23
Tableau 9 ▪ opérations pluriannuelles (pour vote)	page 24
Tableau 10 ▪ tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation (pour information) .....	page 25
Tableau 11 Retraçant les moyens des unités mixtes de recherche (sans objet) .....	page 27
Tableau de synthèse budgétaire et comptable (pour information)	page 28
<b>CONCLUSION ET PROJET DE DELIBERATION</b>	<b>page 29</b>
Glossaire	page 30

## Rapport de présentation de l'ordonnateur

### Compte financier 2017

Le rapport sur le compte financier contient deux parties. La première rend compte de la gestion de l'Établissement et la seconde analyse ses données financières.

Le **compte rendu de gestion**, est réalisé et présenté par l'ordonnateur. Il rend compte de l'exécution budgétaire en regard du budget adopté et éventuellement modifié par le conseil d'administration. Il explicite notamment les différences entre les prévisions budgétaires et leur exécution, par service, par domaine et/ou activité.

L'**agent comptable** informe le conseil d'administration de l'état du patrimoine, des stocks, des créances, des reliquats de subventions. Il présente et explique les différents indicateurs financiers mentionnés ci-dessus. L'analyse des données financières s'effectue notamment à partir du résultat et de la capacité d'autofinancement. Elle est présentée par l'agent comptable qui explique, notamment en fonction de la composition du fonds de roulement (stock, provisions, besoins de trésorerie, etc.), la marge dont dispose l'établissement pour financer des actions sur fonds propres.

Le compte financier reflète donc l'exécution du budget arrêté au 31/12. En 2017, un seul budget a été voté à UBFC : c'est le budget initial 2017 voté le 13 décembre 2016. Il n'y a pas eu de budget rectificatif en cours d'année. Un Budget rectificatif a été présenté le 21 décembre 2017 mais n'a pas pu être adopté par absence de quorum physique.

L'exercice 2017 est le premier en mode GBCP conduisant à un budget décliné non seulement en droits constatés mais aussi en encaissements et décaissements.

En application des articles R. 719-51 et R. 719-54 du code de l'éducation, les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sont soumis à la présentation des tableaux budgétaires tant pour l'élaboration, la présentation et l'exécution de leur budget.

L'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux EPSCP rappelle que ces tableaux budgétaires doivent être **soumis au vote** de l'organe délibérant à l'occasion du compte financier :

- le tableau des emplois (tableau 1). Il présente les emplois par catégories et par types de financements ;
- le tableau des autorisations budgétaires (tableau 2). Il distingue les recettes réalisées et, au sein d'enveloppes limitatives par nature, les dépenses en autorisations d'engagement et en crédits de paiement et permet de mettre en évidence le solde budgétaire de l'exercice ;
- le tableau d'équilibre financier (tableau 4). Il comprend, d'un côté les besoins de financements, de l'autre les financements ;
- le tableau de situation patrimoniale (tableau 6). Il comprend le compte de résultat prévisionnel, le calcul de la capacité d'autofinancement, et l'état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés ;

- 
- le tableau des opérations pluriannuelles (tableau 9). Il complète le tableau des autorisations budgétaires en intégrant les prévisions de recettes et de dépenses sur les exercices futurs.

Les **tableaux présentés pour information** de l'organe délibérant sont les suivants :

- le tableau des dépenses par destination et recettes par origine (tableau 3). Par son niveau de détail, il a vocation à compléter le tableau des autorisations budgétaires ;
- le tableau des opérations pour compte de tiers (tableau 5). Il retrace les opérations traitées en comptabilité générale en comptes de tiers ;
- le tableau présentant le plan de trésorerie (tableau 7). Il permet d'évaluer le montant mensuel des encaissements et décaissements prévisionnels et le solde de trésorerie en fin de mois ;
- le tableau des opérations liées aux recettes fléchées (tableau 8). Il permet le suivi des opérations liées à ces recettes en retraçant l'exécution passée et prévisionnelle des encaissements et des décaissements s'y rattachant ;
- le tableau détaillé des opérations pluriannuelles et de programmation (tableau 10). Il apporte des précisions sur la nature des dépenses ainsi que sur l'origine des financements ;
- le tableau retraçant les moyens des unités mixtes de recherche (tableau 11). Il se décline par enveloppe et par type de financement. Les moyens sont renseignés en droits constatés et en équivalent temps plein travaillé (ETPT) pour la partie « emplois ». Ici UBFC n'est pas concerné par ce tableau.

## 1- TABLEAU DES EMPLOIS

Les emplois exprimés en **équivalents temps plein (ETP)** prennent en compte la quotité travaillée des agents.

Les emplois exprimés en **équivalents temps plein travaillés (ETPT)** prennent en compte la quotité travaillée des agents et leur période d'activité sur l'année.

**Tableau 1**  
**Tableau des emplois présenté par l'établissement**

Compte financier 2017			Emplois sous plafond Etat compte financier 2016	Emplois sous plafond Etat Budget Initial 2017	Emplois sous plafond Etat compte financier 2017	Emplois hors SCSP compte financier 2016	Emplois hors SCSP Budget Initial 2017	Emplois hors SCSP compte financier 2017	Global compte financier 2016	Global Budget Initial 2017	Global compte financier 2017
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT	En ETPT
	Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires							-	-
CDI									-	-	-
Non permanents		CDD					4,90		-	-	4,90
<b>S/total EC</b>			-	-	-	-	-	<b>4,90</b>	-	-	<b>4,90</b>
<b>Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS</b>									-	-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires	7,03	15,00					7,03	15,00	-
		CDI							-	-	-
	Non permanents	CDD	2,58	2,00	0,50	1,08	10,00	6,13	3,66	12,00	6,63
<b>S/total Biatss</b>			<b>9,61</b>	<b>17,00</b>	<b>0,50</b>	<b>1,08</b>	<b>10,00</b>	<b>6,13</b>	<b>10,69</b>	<b>27,00</b>	<b>6,63</b>
<b>Totaux</b>			<b>9,61</b>	<b>17,00</b>	<b>0,50</b>	<b>1,08</b>	<b>10,00</b>	<b>11,03</b>	<b>10,69</b>	<b>27,00</b>	<b>11,53</b>
			Titre II inclus								
<b>Plafond emplois fixé par l'Etat T III</b>			-		<b>1</b>						
<b>Plafond emplois fixé par l'Etat T II</b>			<b>17</b>	<b>17</b>	<b>30</b>						
									<b>Plafond global des emplois voté par le CA</b>	<b>Plafond global des emplois voté par le CA</b>	<b>Plafond global des emplois voté par le CA</b>

Lors du **budget initial 2017** (BI 2017) il était prévu 17 emplois ETPT sous plafond État et 10 ETPT financés sur ressources propres, soit un **plafond global de 27 emplois ETPT**.

Le **compte financier 2017** fait état de 0,5 ETPT sous plafond État et 11,03 ETPT financés sur ressources propres, soit un **plafond global de 11,53 emplois ETPT au 31/12/2017**. On recense 38,80 agents ETP présents au 31/12/2017.



Globalement les 11,53 ETPT respectent le plafond d'emplois UBFC de 27 ETPT (BI 2017).

### **Les emplois sous plafond État**

Il convient de faire remarquer que les données figurant au budget initial 2017 tenaient compte de la consommation d'emplois État sur titre II, soit 15 ETPT de postes de titulaires et 2 ETPT contractuels occupant des supports de titulaires (total de 17 ETPT). UBFC n'étant pas aux Responsabilités et Compétences Élargies (RCE), les emplois consommés à ce titre ne doivent donc pas apparaître au Tableau des emplois présentés par l'établissement. A titre d'information, d'après la notification du 26/06/2017, UBFC dispose de 30 emplois sur titre II. Les postes ont été occupés à hauteur de 12,56 ETPT, soit 14,92 ETP au 31/12/2017. Parmi ces postes, on note 5,32 ETP contractuels et 9,6 ETP titulaires.

En 2017, un seul emploi ETPT sous plafond État a été notifié à UBFC. Il correspond à une création au titre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) Expérimentations Pilotes Formation tout au long de la vie. Cet emploi est accompagné de 30 524 € de crédits de masse salariale transférés à 50 % à l'UTBM et 50% à AgroSup Dijon. Cet emploi a été notifié fin juin 2017, ce qui représente donc 0,5 ETPT.

### **Les emplois financés hors Subvention pour Charge de Service Public (SCSP)**

Les emplois financés sur les ressources propres de l'établissement hors SCSP sont de 4,90 ETPT doctorants et 6,13 ETPT BIATSS, soit un total de 11,03 ETPT au 31/12/2017.

#### **■ Emplois doctorants**

Il n'y avait pas de prévisions de recrutement de doctorants au BI 2017.

Les 4,90 ETPT doctorants correspondent à la moyenne sur l'année 2017 des 27 doctorants financés par UBFC. On dénombre 3 doctorants financés sur des projets ANR, 4 doctorants financés sur des projets ISITE-BFC, 1 doctorante sur un projet industriel (AFOSR), 13 contrats doctoraux Région et 6 contrats doctoraux Jeunes Chercheurs Entrepreneurs.

#### **■ Emplois BIATSS**

10 emplois non permanents ETPT BIATSS figuraient au BI 2017.

En 2017, la moyenne annuelle des emplois BIATSS non permanents est de 6,13 ETPT, représentant 11,8 ETP recensés au 31/12/2017. Parmi eux, on peut noter 3 ETP en renfort pour les affaires générales, 4,80 ETP en renfort administratif à ISITE-BFC pour la coordination du projet et 4 ETP recrutés sur les projets de recherche ISITE-BFC.



## ANALYSE DE LA MASSE SALARIALE

En GBCP, les autorisations d'engagement (AE) sont égales aux crédits de paiement (CP). Par conséquent, les AE et les CP seront analysés indistinctement.

### Comparaison avec le BI 2017

#### ■ Un retraitement des données à prévoir

Le taux d'exécution des autorisations budgétaires en personnel est de **53 %** entre le BI 2017 et l'exécuté 2017 : les autorisations d'engagement en crédits de personnel s'élèvent à **563 741 €** au 31/12/2017, soit 502 379 € de moins comparé au budget initial (1 066 120 €).

Il était envisagé qu'UBFC prenne en charge les doctorants État bénéficiant d'un premier contrat doctoral à hauteur de 712 500 €. Cette prise en charge par UBFC n'a finalement pas eu lieu, ce qui explique cet écart. Il convient alors d'apprécier la comparaison du budget exécuté au budget initial en déduisant la somme des AE allouées aux recrutements des doctorants État soit, un total de 1 066 120 – 712 500 € = 353 620 €.

Toutefois, il convient de faire remarquer que les montants d'exécution cités précédemment sont plus cohérents avec les re-prévisions de fin d'année 2017 (budget rectificatif non voté) avec un montant prévu de 635 337 €. On dénote un écart à la baisse de 71 596 €, soit un taux d'exécution de 88,73 % entre le budget exécuté et les re-prévisions de fin d'année.

#### ■ L'analyse

Ce montant supplémentaire d'AE provient notamment de la prise en charge par UBFC des **projets ANR** (15 259 €), des **contrats doctoraux Région et JCE** (respectivement 92 577 € et 43 663 €).

Concernant les **recrutements sur projets prévus au BI 2017**, la consommation d'AE de personnel pour **ISITE-BFC** est similaire aux prévisions (243 000 € d'AE prévus contre 231 004 € consommés) soit un taux d'exécution de 95 %. La rémunération de personnel sur **AFOSR** a généré une consommation d'AE de 35 948 € contre 57 420 € d'AE prévues soit un taux d'exécution de 63 %.

Les AE destinées à financer les primes pour charge administrative des **directeurs des Écoles Doctorales** ont été consommées à hauteur de 29 410 €.

Concernant les crédits de personnel imputables au **fonctionnement d'UBFC-Siège**, les AE sont de 115 800 €, réparties entre la rémunération de contractuels sur fonction support (77 808 €), le paiement de primes aux vice-présidents (32 166 €) et le versement de compléments indemnitaires pour des personnels mis à disposition par les établissements UBFC (5 906 €). Une enveloppe de 45 700 € avait été prévue au budget initial 2017 pour couvrir une partie de ces dépenses.

### Comparaison avec le compte financier 2016

La comparaison entre 2016 et 2017 montre la forte montée en puissance d'UBFC. En effet, les autorisations de crédits de personnel ont été multipliées par près de 12, passant de 48 011 € en 2016 à 563 741 € en 2017.

En 2016, les recrutements ont démarré au dernier trimestre pour assurer la coordination des projets de recherche ISITE-BFC et lancer un projet de recherche (AFOSR).

En 2017, UBFC a renforcé ses équipes sur fonction support en milieu d'année et versé des primes ou décharges aux vice-présidents en année pleine. Pour les divers projets de recherche qu'UBFC a pris en charge, les recrutements ont démarré au dernier trimestre 2017.



### **Perspectives avec les prévisions 2018**

Pour 2018, UBFC a prévu des autorisations d'engagement en crédits de personnel à hauteur de 4 698 092 €, soit une multiplication par 10 des montants de 2017 et par 100 des montants de 2016 (rappel : 48 011 € d'AE en crédits de personnel en 2016).

2018 devrait permettre de mieux apprécier l'exécution des dépenses en crédit de personnel sur les projets de recherche démarrés en 2017 qui seront cette fois exécutés en année pleine. Cependant, à ces projets, il conviendra d'ajouter de nouveaux projets de recherche (H2020, ISITE-BFC Phase 2 des appels à projets, ANR, PIA, contrats doctoraux Région année 2) qui vont générer une masse de crédits supplémentaires en crédits de personnel.

## 2- TABLEAU DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

**Tableau 2**  
Autorisations budgétaires

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire \*

Dépenses (€)							Recettes (€)			
	Compte financier 2016		BUDGET INITIAL 2017		Compte financier 2017		Montants des encaissements			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	CFI 2016	BI 2017	CFI 2017	
<b>Personnel</b>	<b>48 011</b>	<b>48 011</b>	<b>1 066 120</b>	<b>1 066 120</b>	<b>563 741</b>	<b>563 741</b>	<b>822 563</b>	<b>1 865 000</b>	<b>874 481</b>	<b>Recettes globalisées</b>
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>									200 000	Subvention pour charges de service public
Personnel général	13 966	13 966	765 700	765 700	145 291	145 291			80 524	Autres financements de l'Etat
Personnel I-SITE	23 447	23 447	243 000	243 000	231 004	231 004				Fiscalité affectée
Autres contrats	10 597	10 597	57 420	57 420	187 447	187 447	601 596	30 000	78 400	Autres financements publics
							220 967	1 835 000	515 557	Recettes propres
<b>Fonctionnement et intervention</b>	<b>436 893</b>	<b>321 879</b>	<b>2 357 635</b>	<b>2 515 635</b>	<b>1 662 451</b>	<b>1 356 109</b>				
Fonctionnement général	393 149	295 563	1 167 848	1 271 848	991 196	795 943				
Fonctionnement I-SITE	40 030	22 602	1 100 287	1 100 287	647 805	542 329				
Fonctionnement autres contrats	3 714	3 714	89 500	143 500	23 449	17 837				
<b>Investissement</b>	<b>49 043</b>	<b>49 043</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 045 000</b>	<b>350 828</b>	<b>263 765</b>				
Investissement général	38 316	38 316	30 000	30 000	117 742	115 205	5 000 000	26 250		Financements de l'Etat fléchés
investissement I-SITE	10 727	10 727	970 000	970 000	164 256	94 996	192 500	236 150	551 837	Autres financements Etat fléchés ISITE-BFC
Investissement autres contrats			0	45 000	68 830	53 564			119 174	Autres financements publics fléchés
										Recettes propres fléchées
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>533 947</b>	<b>418 933</b>	<b>4 423 755</b>	<b>4 626 755</b>	<b>2 577 020</b>	<b>2 183 615</b>	<b>6 015 063</b>	<b>2 127 400</b>	<b>1 545 492</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
	<b>A</b>		<b>A</b>		<b>B</b>		<b>C</b>			
<b>Solde budgétaire (excédent)</b>		5 596 130						2 499 355	638 123	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>

Ce tableau distingue les prévisions de recettes au sein d'enveloppes limitatives par nature (fonctionnement, masse salariale et investissement), les prévisions de dépenses en autorisations d'engagement et crédits de paiement. Lors de l'établissement du compte financier, ce tableau comporte également les réalisations de l'exercice.

Les autorisations d'engagement constituent la limite maximale des dépenses pouvant être engagées sur l'exercice tandis que les crédits de paiement constituent la limite maximale des dépenses pouvant être payées sur l'exercice.

## LES RECETTES

Les **encaissements de l'exercice** s'élèvent à 1 545 492€ dont 874 481€ concernent des recettes globalisées et 671 011€ des recettes fléchées.

### Les recettes globalisées (non fléchées)

Parmi ces recettes **globalisées**, nous trouvons la Subvention pour Charges de Service Public (SCSP) (**200 000€**) non prévue au budget initial, ainsi que d'autres financements de l'Etat pour **80 524€**, qui comprennent l'emploi « formation tout au long de la vie » (FTLV) pour 30 524€, des crédits d'accompagnement PEPITE pour 20 000€ et un complément de financement de 30 000€, pour le pilotage d'une action coordonnée de recherche sur la fin de vie. Les autres financements publics globalisés pour **78 400€** concernent les subventions accordées par Pays de Montbéliard Agglomération (PMA) et la Communauté d'Agglomérations Grand Belfort pour 15 000€ respectivement, ainsi que les apports de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour le projet PEPITE pour un montant de 48 400€.

Quant aux recettes propres globalisées, elles s'élèvent à **515 557€** dont 230 000€ de contribution des établissements membres, 244 906€ de reversement des droits d'inscription des doctorants et de diverses contributions pour 40 651€.

#### ■ La contribution des établissements membres (EM) :

Contribution des établissements	2 017	PAR 2017
EM UFC	100 000	
EM UB	70 000	30 000
EM UTBM	20 000	
EM ENSMM	20 000	
EM Agrosup		20 000
EM BSB ESC Dijon		20 000
EM ENSAM	20 000	
<b>Total encaissements</b>	<b>230 000</b>	<b>70 000</b>

Le montant encaissé en 2017 s'élève à 230 000€ et des Produits à Recevoir (PAR) ont été imputés en comptabilité pour 70 000€. Les encaissements correspondant à la contribution de BSB et d'AgroSup Dijon ont été encaissés en janvier 2018.

- Les reversements des droits d'inscription des doctorants ont été encaissés sur plusieurs années civiles.

DI Doctorants	Encaissements			Total
	2 016	2 017	2 018	
UB 2016-2017	239 996	21 551		261 547
UFC 2016-2017		198 803		198 803
UTBM 2016-2017		24 552		24 552
UB 2017-2018			118 327	118 327
UFC 2017-2018			69 905	69 905
<b>Total</b>	239 996	<b>244 906</b>	188 232	673 134

Pour l'année universitaire 2016-2017 il y a eu 1 468 inscriptions, dont 35 HDR, à 341€ ce qui correspondrait à un montant de 500 588€. Les encaissements en 2016 et 2017 s'élèvent à 484 902€. Il reste donc à percevoir 15 686€ de l'UFC.

Il faut noter que les recettes en droits constatés ont été imputées à hauteur de 6/10 pour les droits de l'année universitaire 2016-2017 et de 4/10 pour ceux de l'année 2017-2018.

- Les contributions diverses pour 40 651€ concernent principalement un versement du solde de l'association Université Fédérale BFC (28 516€) et un reversement de bourses de mobilité des doctorants de l'UFC à hauteur de 11 700€.

#### Les recettes fléchées (671 011€)

Depuis 2016, le projet de recherche AFOSR, les conventions avec le Conseil Régional Bourgogne – Franche-Comté (CRBFC) concernant la communication et les investissements d'UBFC, et le projet ISITE-BFC sont fléchés.

En 2017 deux nouveaux projets investissements d'avenir (PIA3), NCU RITM-BFC et EUR EIPHI, ont été accordés à UBFC et ont été fléchés. Le montage des projets PIA3 a été soutenu par un financement de 69 400€ dont 49 200€ du CRBFC et 20 000 € de la FCS BFC (projet IDEFI TalentCampus).

De même, UBFC s'est vu confier les nouveaux projets ANR génériques et H2020 du site, qui ont été suivis en projets fléchés.

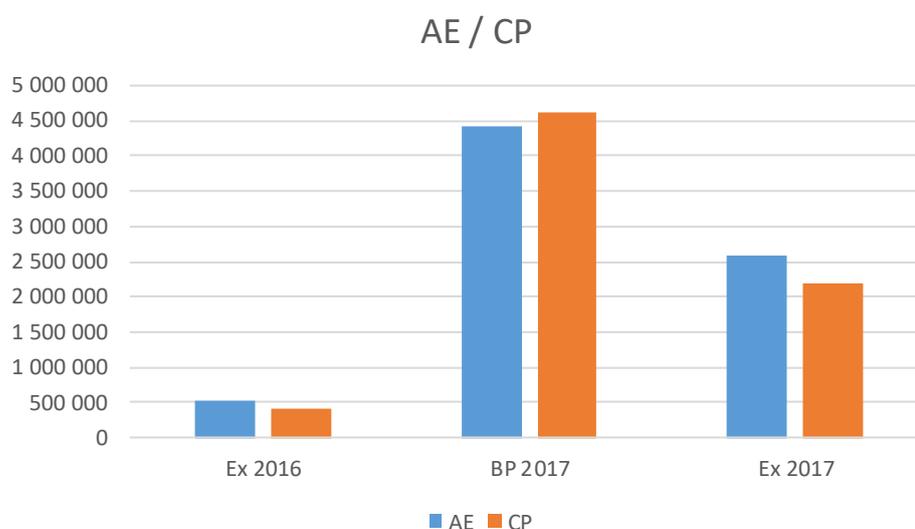
Les nouveaux contrats doctoraux financés par le CRBFC confiés à UBFC ont également été considérés comme des projets fléchés. Le détail de l'exécution des projets fléchés est présenté ci-dessous :

Projets	AE	CP	Encaissement 2017
ISITE-BFC	1 043 066	868 329	0
AFOSR USA	53 760	55 026	93 246
CRBFC Com et SI	84 765	70 915	0
PIA (RITM et EIPHI)	0	0	69 200
ANR génériques	31 603	22 095	0
CDOCT CRBFC	136 240	136 240	508 565
<b>TOTAL</b>	<b>1 349 433</b>	<b>1 152 604</b>	<b>671 011</b>
<b>Solde budgétaire (déficit):</b>			<b>-481 593</b>

**Les autorisations d'engagement (AE), les crédits de paiement (CP) et le solde budgétaire :**

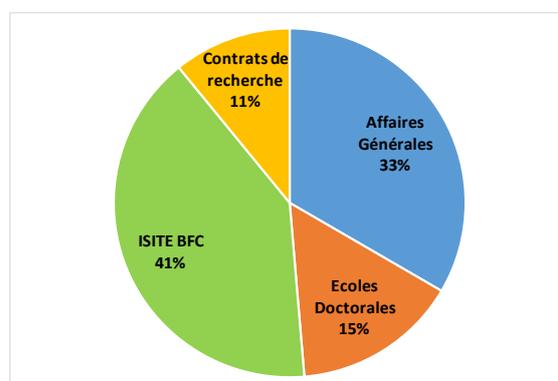
DEPENSES	Budget primitif		Exécution 2017		Taux d'exécution	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
PERSONNEL	1 066 120	1 066 120	563 741	563 741	52,9%	52,9%
FONCTIONNEMENT	2 357 635	2 515 635	1 662 451	1 356 109	70,5%	53,9%
INVESTISSEMENT	1 000 000	1 045 000	350 828	263 765	35,1%	25,2%
<b>TOTAUX</b>	<b>4 423 755</b>	<b>4 626 755</b>	<b>2 577 020</b>	<b>2 183 615</b>	<b>58,3%</b>	<b>47,2%</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE</b>	<b>-2 499 355</b>		<b>-638 123</b>		<b>25,5%</b>	

Le taux d'exécution des autorisations d'engagement (AE) est de 58,3% et celui des crédits de paiement de 47,2%. Il faut noter que par rapport à la re-prévision 2017 présentée au budget 2018, le taux d'exécution des AE est de 95,9% et de 96,7% pour les CP. Par rapport à 2016, le budget exécuté est quasiment multiplié par 5, l'augmentation la plus importante étant celle de la masse salariale.



L'analyse de l'exécution budgétaire par type de dépense montre que 41% des autorisations d'engagements (AE) correspondent aux projets ISITE-BFC, 33% aux affaires Générales et aux investissements au siège UBFC, 15% aux écoles doctorales et 11% aux autres contrats de recherche.

Type de dépense	AE	CP
Affaires Générales	861 292	797 386
Ecoles Doctorales	392 936	259 052
ISITE BFC	1 043 066	868 329
Contrats de recherche	279 726	258 848
<b>TOTAL</b>	<b>2 577 020</b>	<b>2 183 615</b>



La gestion budgétaire des contrats de recherche a débuté en juillet 2017 pour l'appel à projets 1 d'ISITE-BFC et en novembre 2017 pour les contrats ANR et des contrats doctoraux du CRBFC.

On peut noter un différentiel dans les prévisions d'investissement pour le projet ISITE-BFC, initialement de 970 000€, qui ont finalement été de 164 256€ en AE et de 94 996€ en CP. Cela est dû au décalage dans le démarrage des projets.

Par ailleurs, des investissements ont été réalisés au siège d'UBFC pour en assurer le bon équipement (salle des conseils, équipements en visioconférence, installations des bureaux, etc.).

Le solde budgétaire déficitaire de 638 123€ correspond à la consommation du solde excédentaire de l'année précédente (+5 596 130€) qui avait été généré principalement par le préfinancement ISITE-BFC. La consommation prévue au budget initial était de 2 499 355 € mais les contrats ISITE-BFC ayant démarré entre juillet et septembre, la consommation a été inférieure aux prévisions initiales.

**Le conseil d'administration est amené à se prononcer sur le tableau 2 des autorisations budgétaires,** étant précisé que le tableau 3 sur les dépenses par destination et sur les recettes par origine (soumis pour information de l'organe délibérant) a vocation à compléter, par son niveau de détail, le tableau 2.

### 3-Tableau des dépenses par destination et des recettes par origine

Tableau 3 : Dépenses par destination et recettes par origine

(Présenté pour information à l'organe délibérant)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>166 628</b>	<b>166 628</b>	<b>903 047</b>	<b>709 492</b>	<b>6 703</b>	<b>0</b>	<b>1 076 378</b>	<b>876 120</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence					3 165	0	3 165	0
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master			457 839	407 000			457 839	407 000
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	166 628	166 628	445 208	302 492	3 538	0	615 374	469 120
<b>Recherche</b>	<b>271 545</b>	<b>271 545</b>	<b>205 798</b>	<b>149 150</b>	<b>97 615</b>	<b>47 999</b>	<b>574 958</b>	<b>468 694</b>
D106 - Rech univ science vie	49 205	49 205	39 386	26 711	30 838	13 292	119 429	89 209
D107 - Rech univ maths	27 291	27 291	2 916	1 925			30 207	29 216
D108 - Rech univ phys chimie	19 954	19 954	6 980	6 360	33 709	1 640	60 642	27 954
D109 - Rech univ phys nucl							0	0
D110 - Rech univ science terre	17 637	17 637	10 428	1 414			28 065	19 051
D111 - Rech univ science homme	10 237	10 237	269	0			10 505	10 237
D112 - Rech univ Transvers	147 221	147 221	145 820	112 739	33 068	33 068	326 108	293 028
<b>Soutien et support</b>	<b>125 568</b>	<b>125 568</b>	<b>519 045</b>	<b>475 999</b>	<b>243 422</b>	<b>212 677</b>	<b>888 035</b>	<b>814 244</b>
D105 - Bibliothèques et documentation							0	0
D113 - Diffusion des savoirs et musées							0	0
D114 - Immobilier							0	0
D115 - Pilotage et support	125 568	125 568	519 045	475 999	243 422	212 677	888 035	814 244
<b>Étudiants</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>34 561</b>	<b>21 468</b>	<b>3 089</b>	<b>3 089</b>	<b>37 649</b>	<b>24 557</b>
D201 - Aides directes aux étudiants			61	0			61	0
D202 - Aides indirectes			34 500	21 468	3 089	3 089	37 588	24 557
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives							0	0
<b>Total</b>	<b>563 741</b>	<b>563 741</b>	<b>1 662 451</b>	<b>1 356 109</b>	<b>350 828</b>	<b>263 765</b>	<b>2 577 020</b>	<b>2 183 615</b>

### Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public-	200 000								200 000
Droits d'inscription									0
Formation continue, diplômes propres et VAE									0
Taxe d'apprentissage									0
Contrats et prestations de recherche hors ANR								87 853	87 853
Valorisation									0
ANR investissements d'avenir									0
ANR hors investissements d'avenir									0
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région							551 837		551 837
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									0
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		80 524		30 000					110 524
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									0
Autres recettes				48 400	515 557			31 321	595 279
<b>Total</b>	<b>200 000</b>	<b>80 524</b>	<b>0</b>	<b>78 400</b>	<b>515 557</b>	<b>0</b>	<b>551 837</b>	<b>119 174</b>	<b>1 545 492</b>

C

<b>Solde budgétaire (déficit)</b>	<b>-638 123</b>
-----------------------------------	-----------------

#### 4-Le tableau d'équilibre financier

Ce tableau retrace le total des financements et des besoins, qui s'élève à 651 884€. Le déficit du solde budgétaire (638 123€) se décompose en 481 593€ d'opérations fléchées (voir détail du tableau des recettes fléchées) et 156 530€ de prélèvement sur trésorerie globalisée. Ce tableau retrace également des décaissements non budgétaires à hauteur de 3 776€ et les encaissements non budgétaires pour 651 884€ qui incluent des encaissements réalisés la dernière semaine de 2017. L'abondement de la trésorerie est de 9 984€.

**TABLEAU 4**  
**Equilibre financier**

#### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Compte financier 2016	Budget Initial 2017	Compte financier 2017	Compte financier 2016	Budget Initial 2017	Compte financier 2017	
<b>BESOINS</b>				<b>FINANCEMENTS</b>			
Solde budgétaire (déficit) (D2)*		2 499 355	638 123	5 596 130			Solde budgétaire (excédent) (D1)*
<i>dont Budget Principal</i>							<i>dont Budget Principal</i>
<i>dont Budget Annexe</i>							<i>dont Budget Annexe</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)							Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**		7 650			7 650		Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)			3 776			651 884	Autres encaissements non budgétaires (e2)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b>		2 507 005	641 899	5 596 130	7 650	651 884	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)</b>	5 596 130	0	<b>9 984</b>		2 499 355		<b>PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>	5 121 413					481 593	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	474 717					156 530	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non budgétaire</i>			648 107				
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	5 596 130	<b>2 507 005</b>	<b>651 884</b>	5 596 130	<b>2 507 005</b>	<b>651 884</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

## 5-Le tableau 5 Opérations pour compte de tiers

Il n'y a pas eu d'opérations pour compte de tiers en 2017.

**Tableau 5**  
**Opérations pour le compte de tiers**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

***Sans objet***

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
<b>TOTAL</b>			<b>0</b>	<b>0</b>

*(c1) et (c2) étant repris au tableau "Équilibre financier"*

## 6-Tableau de la Situation patrimoniale

**Tableau 6**  
**Situation patrimoniale**

### POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

#### Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	C fin 2016	Budget ini. 2017	C fin 2017	PRODUITS	C fin 2016	Budget ini. 2017	C fin 2017
Personnel	47 388,15	1 066 120,00	563 741,03	Subventions de l'Etat			200 000,00
<i>dont charges de pensions civiles*</i>		52 700,00		Fiscalité affectée			
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	422 769,53	2 572 400,00	1 534 023,82	Autres subventions de l'Etat et autres entités	605 600,91	3 422 570,00	2 041 948,59
				Autres produits	4 692,02	254 450,00	18 421,52
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>470 157,68</b>	<b>3 638 520,00</b>	<b>2 097 764,85</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>610 292,93</b>	<b>3 677 020,00</b>	<b>2 260 370,11</b>
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	<i>140 135,25</i>	<i>38 500,00</i>	<i>162 605,26</i>	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>			
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>610 292,93</b>	<b>3 677 020,00</b>	<b>2 260 370,11</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>610 292,93</b>	<b>3 677 020,00</b>	<b>2 260 370,11</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)	C fin 2016	Budget ini. 2017	C fin 2017
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	140 135,25	38 500,00	162 605,26
+ (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	9 615,42	33 200,00	31 977,37
- (C 78) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	0,00		
+ (C 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- (C 775) produits de cession d'éléments d'actifs			
- (C 777) quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-3 253,22	-33 200,00	-18 421,52
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>146 497,45</b>	<b>38 500,00</b>	<b>176 161,11</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

### État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	C fin 2016	Budget ini. 2017	C fin 2017	RESSOURCES	C fin 2016	Budget ini. 2017	C fin 2017
Insuffisance d'autofinancement*				Capacité d'autofinancement*	146 497,45	38 500,00	<b>176 161,11</b>
Investissements	49 043,20	1 025 000,00	269 724,58	Financement de l'actif par l'État			
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	99 474,19	1 045 000,00	311 479,02
				Autres ressources			
Remboursement des dettes financières				Augmentation des dettes financières			
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>49 043,20</b>	<b>1 025 000,00</b>	<b>269 724,58</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>245 971,64</b>	<b>1 083 500,00</b>	<b>487 640,13</b>
<b>APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)</b>	<b>196 928,44</b>	<b>58 500,00</b>	<b>217 915,55</b>	<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)</b>		<b>0,00</b>	0,00

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	C fin 2016	Budget ini. 2017	C fin 2017
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	196 928,44	58 500,00	217 915,55
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-5 399 201,72	2 557 855,00	207 931,28
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT	5 596 130,16	-2 499 355,00	9 984,27
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	238 686,47	120 005,00	456 602,02
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-5 371 852,84	-2 447 739,00	-5 163 921,56
Niveau de la TRESORERIE	5 610 539,31	2 567 744,00	5 620 523,58

Le montant de la masse salariale budgétaire s'élève à 563 741€. Un ajustement a dû être réalisé pour ré imputer 9 663,84€ correspondant à des indemnités de stage de l'enveloppe masse salariale vers l'enveloppe de fonctionnement.

#### ■ Le résultat, la capacité d'autofinancement et l'apport au fonds de roulement

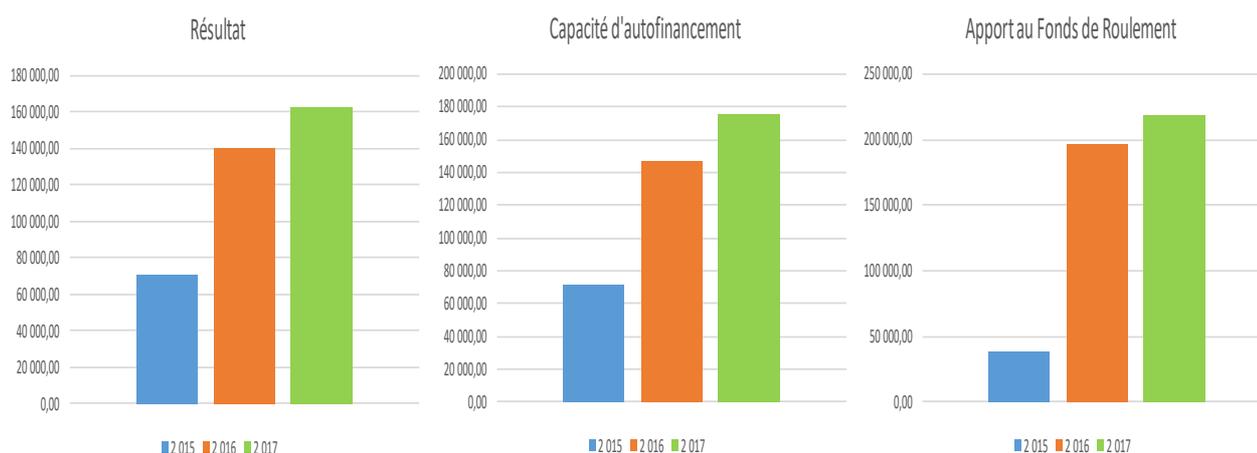
Le **résultat 2017** s'élève à **162 605,26€**. Le taux d'excédent sur les produits est de **7,2%**, bien au-delà du seuil d'alerte qui se situe en dessous de 2%.

La **capacité d'autofinancement** est de **176 161,11€** ce qui donne un taux d'autofinancement par rapport aux produits encaissables de **7,9%** ; taux qui permettra à UBFC d'investir ou de constituer un fonds de roulement.

L'**apport au fonds de roulement 2017** s'élève à **217 915,55€**. Le fonds de roulement 2017, de 456 602€, correspond à 80 jours de charges décaissables.

En 2017, l'apport au fonds de roulement a bénéficié de la subvention d'investissement de 100 000€ de la Fondation de Coopération Scientifique BFC encaissée en 2016 et qui a fait l'objet d'une comptabilisation en produits constatés d'avance.

Depuis sa création le 1<sup>er</sup> avril 2015, la COMUE UBFC génère des résultats positifs, une capacité d'autofinancement qui lui permet d'investir, et des apports au fonds de roulement, avec un fonds de roulement qui se constitue d'année en année.



## 7- Plan de trésorerie

Tableau 7  
Plan de trésorerie - compte financier 2017

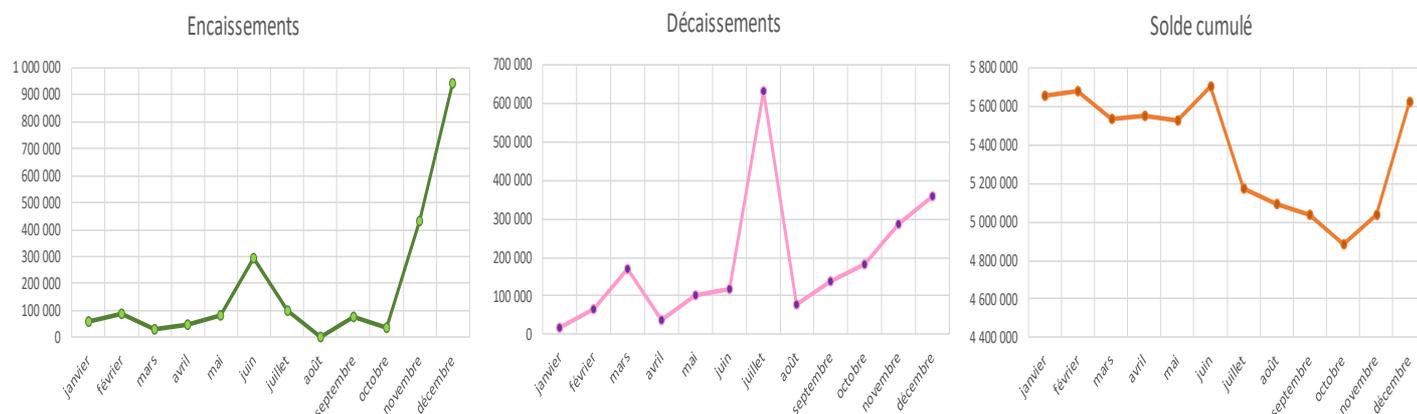
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

( € TTC )	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Variation de la trésorerie annuelle	
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	<b>5 610 539,31</b>	5 652 841,40	5 676 239,12	5 532 964,44	5 547 135,86	5 526 333,89	5 704 554,61	5 175 423,34	5 095 738,40	5 037 221,83	4 888 234,71	5 036 378,09	9 984,27	
<i>dont placements = total du C_50</i>														
<b>ENCAISSEMENTS</b>														
<b>A1. Recettes budgétaires globalisées</b>	58 400,00	0,00	28 515,85	50 000,00	31 600,00	277 203,00	100 674,00	25,11	39 702,00	30 000,00	151 661,30	106 700,00	874 481,26	
Subvention pour charges de service public	50 000,00			50 000,00		70 000,00				30 000,00			200 000,00	
Autres financements de l'Etat							30 524,00				30 000,00	20 000,00	80 524,00	
Fiscalité affectée													0,00	
Autres financements publics	8 400,00				31 600,00	8 400,00			15 000,00			15 000,00	78 400,00	
Recettes propres			28 515,85			198 803,00	70 150,00	25,11	24 702,00		121 661,30	71 700,00	515 557,26	
<b>A2. Recettes budgétaires fléchées</b>	0,00	87 852,96	0,00	0,00	49 200,00	20 000,00	0,00	0,00	1 940,00	3 453,00	283 031,24	225 533,75	671 010,95	
Financements de l'Etat fléchés													0,00	
Autres financements publics					49 200,00	0,00			1 940,00	3 453,00	271 710,00	225 533,75	551 836,75	
Recettes propres fléchées		87 852,96				20 000,00					11 321,24		119 174,20	
<b>A3. Opérations non budgétaires</b>	0,00	0,00	220,54	0,00	0,00	0,00	1 598,66	0,00	37 780,35	220,54	220,54	611 842,91	651 883,54	
Nouveaux emprunts													0,00	
Opérations pour compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA													0,00	
TVA													0,00	
Autres encaissements sur comptes de tiers			220,54				1 598,66		37 780,35	220,54	220,54	611 842,91	651 883,54	
<b>A TOTAL</b>	58 400,00	87 852,96	28 736,39	50 000,00	80 800,00	297 203,00	102 272,66	25,11	79 422,35	33 673,54	434 913,08	944 076,66	2 197 375,75	
<b>DECAISSEMENTS</b>														
<b>B1. Enveloppes hors recettes fléchées</b>	6 474,89	43 549,74	121 017,87	24 289,05	61 508,76	103 565,81	216 365,33	56 839,26	66 275,60	81 312,35	90 005,38	159 807,43	1 031 011,47	
Personnel	6 076,99	5 356,83	1 622,38	1 628,35	7 225,52	7 387,61	18 845,87	8 429,27	8 297,07	35 806,12	14 122,62	30 491,92	145 290,55	
Fonctionnement	397,90	35 572,81	119 395,49	22 660,70	54 283,24	86 970,31	139 142,37	8 707,79	57 978,53	45 506,23	75 882,76	124 017,93	770 516,06	
Intervention													0,00	
Investissement	0,00	2 620,10	0,00	0,00	0,00	9 207,89	58 377,09	39 702,20	0,00	0,00	0,00	5 297,58	115 204,86	
<b>B2. Dépenses sur recettes fléchées</b>	9 623,02	20 905,50	50 993,20	11 539,53	40 093,21	15 416,47	415 038,60	22 870,79	71 663,32	99 744,68	196 268,52	198 446,74	1 152 603,58	
Personnel	9 623,02	11 093,68	10 380,33	10 380,33	10 380,33	10 380,33	22 043,53	17 015,61	23 606,87	40 696,64	125 936,44	126 913,37	418 450,48	
Fonctionnement	0,00	9 811,82	40 612,87	1 159,20	13 812,71	3 952,79	390 776,41	809,24	22 276,25	35 042,71	17 870,22	49 468,65	585 592,87	
Intervention													0,00	
Investissement					15 900,17	1 083,35	2 218,66	5 045,94	25 780,20	24 005,33	52 461,86	22 064,72	148 560,23	
<b>B3. Opérations non budgétaires</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 603,63	495,80	1 677,00	3 776,43	
Remboursements d'emprunts													0,00	
Opérations pour compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA													0,00	
TVA													0,00	
Autres décaissements sur comptes de tiers										1 603,63	495,80	1 677,00	3 776,43	
<b>B. TOTAL</b>	16 097,91	64 455,24	172 011,07	35 828,58	101 601,97	118 982,28	631 403,93	79 710,05	137 938,92	182 660,66	286 769,70	359 931,17	2 187 391,48	
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	42 302,09	23 397,72	-143 274,68	14 171,42	-20 801,97	178 220,72	-529 131,27	-79 684,94	-58 516,57	-148 987,12	148 143,38	584 145,49	9 984,27	
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	5 652 841,40	5 676 239,12	5 532 964,44	5 547 135,86	5 526 333,89	5 704 554,61	5 175 423,34	5 095 738,40	5 037 221,83	4 888 234,71	5 036 378,09	5 620 523,58	= total de la classe 5	
													dont trésorerie fléchée = A2 - B2	-481 592,63
													dont trésorerie globalisée=	-156 530,21
													dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-	648 107,11

\* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier

Le solde de trésorerie reste stable, autour des 5 M€ et la variation entre le début et la fin d'année est de 9 984€.

Si le budget primitif prévoyait de consommer 2 499 355€, le déficit budgétaire réalisé en 2017 (638 123€) s'est vu compensé par des avances concernant principalement les contrats doctoraux financés par le Conseil Régional de Bourgogne - Franche Comté (CRBFC).



#### Encaissements :

Le pic d'encaissement du mois de juin correspond à l'encaissement de 35% de la SCSP. Ceux de novembre et décembre correspondent aux avances encaissées pour le recrutement des doctorants financés par le CRBFC.

#### Décaissements :

Les décaissements ont augmenté à partir du mois de juillet. En effet, les écoles doctorales ont consommé plus fortement leurs crédits suite aux formations COCKTAIL délivrées aux gestionnaires et à la mise en place de procédures.

Les travaux de lancement du premier appel à projets ISITE-BFC ont été finalisés et les montants des Masters ISITE-BFC ont été reversés intégralement aux établissements membres également au mois de juillet.

La chaîne de la dépense et les procédures UBFC pour les contrats ISITE-BFC et les autres contrats de recherche ont été décrites, ce qui a permis de lancer les commandes. En outre, les équipements de visioconférence dans la salle des conseils, une fois installés et vérifiés, ont été payés.

Tb8- Opérations liées aux recettes fléchées

**Tableau 8**  
**Opérations liées aux recettes fléchées**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

**Suivi des opérations liées aux recettes fléchées \***

	Antérieures à N non dénouées	2017	2 018	2019	2 020
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>					
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>5 192 500</b>	<b>671 011</b>	<b>19 418 475</b>	<b>10 393 310</b>	<b>7 319 949</b>
Financements de l'État fléchés					
Autres financements publics fléchés (ISITE-BFC)	5 000 000		17 063 398	8 682 639	4 428 722
Autres financements publics fléchés	192 500	551 837	2 283 081	1 693 378	2 891 227
Recettes propres fléchées		119 174	71 996	17 293	
<b>Dépenses sur recettes fléchées (c)</b>	<b>71 087</b>	<b>1 152 604</b>	<b>15 364 280</b>	<b>12 520 372</b>	<b>13 188 783</b>
Personnel					
AE=CP	<b>34 044</b>	<b>418 450</b>	<b>4 422 441</b>	<b>4 074 136</b>	<b>5 347 578</b>
Fonctionnement					
AE	43 744	697 896	9 213 948	<b>7 234 101</b>	5 635 758
CP	<b>26 316</b>	<b>585 593</b>	<b>9 135 353</b>	<b>7 234 101</b>	<b>5 635 758</b>
Investissement					
AE	10 727	233 086	1 783 355	1 212 135	2 205 447
CP	<b>10 727</b>	<b>148 560</b>	<b>1 806 486</b>	<b>1 212 135</b>	<b>2 205 447</b>
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>	<b>5 121 413</b>	<b>-481 593</b>	<b>4 054 195</b>	<b>-2 127 062</b>	<b>-5 868 835</b>

*X repris au tableau "Équilibre financier" en (a)*

En opération fléchées, nous trouvons le contrat de recherche AFOSR, les conventions du CRBFC pour la communication et l'investissement, et les projets ISITE-BFC, ainsi que les ANR génériques et les contrats doctoraux financés par le CRBFC.

Le succès des deux projets PIA 3 NCU RITM-BFC et EUR EIPHI permettra de bénéficier de recettes fléchées supplémentaires en 2018.

## 9- Opérations pluriannuelles

**Tableau 9**  
**Tableau des opérations pluriannuelles**

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

### A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année 2017	AE consommées en année 2017	Total des AE consommées pour l'année 2017	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année 2017	Cp consommés en année 2017	Total des CP consommés pour l'année 2017	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Op. 1 I-Site	34 471 265		74 205,05	-	1 043 065,66	1 043 065,66		56 776,36		868 328,68	868 328,68	33 353 993,95	192 165,67
Op. 2 AFOSR USA	207 495	-	14 310,96	-	53 759,80	53 759,80	-	14 310,96	-	55 025,99	55 025,99	139 424,46	1 266,19
Op. 3 Région	475 000				84 765,12	84 765,12				70 914,61	70 914,61	390 234,88	13 850,51
Op. 4 Autres ANR	4 417 835				31 603,04	31 603,04				22 094,51	22 094,51	4 386 231,96	9 508,53
Op.5 CTDOC CRBFC	2 725 530				136 239,79	136 239,79				136 239,79	136 239,79	2 589 290,21	-
<b>total contrats de recherche</b>	42 297 125	-	88 516	-	1 349 433	1 349 433	-	71 087	-	1 152 604	1 152 604	40 859 175	214 259
<b>Total</b>	<b>42 297 125</b>	<b>-</b>	<b>88 516</b>	<b>-</b>	<b>1 349 433,41</b>	<b>1 349 433,41</b>	<b>-</b>	<b>71 087,32</b>	<b>-</b>	<b>1 152 603,58</b>	<b>1 152 603,58</b>	<b>40 859 175,46</b>	<b>214 258,52</b>

#### pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :

Ss total personnel	9 387 341		34 044		418 450,48	418 450,48		34 044,39		418 450,48	418 450,48	8 934 846,06	-
Ss total fonctionnement et intervention	27 866 138		43 744		697 896,47	697 896,47		26 315,52		585 592,87	585 592,87	27 124 496,98	129 732,29
Ss total investissement	5 043 645		10 727		233 086,46	233 086,46		10 727,41		148 560,23	148 560,23	4 799 831,58	84 526,23

### B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année 2017	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Op. 1 I-Site	34 471 265	- 703 494	35 174 759	5 000 000	-	30 174 759
Op. 2 AFOSR USA	207 495	-	207 495	-	93 246	114 249
Op. 3 Région	475 000	50 000	425 000	192 500	-	232 500
Op. 4 Autres ANR	4 417 835	- 44 625	4 462 460		69 200	4 393 260
Op.5 CTDOC CRBFC	2 725 530	-	2 725 530		508 565	2 216 965
<b>total contrats de recherche et autres</b>	<b>42 297 125</b>	<b>- 698 119</b>	<b>42 995 244</b>	<b>5 192 500</b>	<b>671 011</b>	<b>37 131 733</b>
<b>Total</b>	<b>42 297 125</b>	<b>- 698 119</b>	<b>42 995 244</b>	<b>5 192 500</b>	<b>671 011</b>	<b>37 131 733</b>

## 10- détail des opérations pluriannuelles

Tableau 10  
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

#### A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision pluriannuelle Coût total de l'opération (1)	Prévision 2017 (BI 2017)									Prévision 2018 et suivantes						
			AE ouvertes les années antérieures à N (2)	AE consommées les années antérieures à N (3)	AE reprogrammées ou reportées en N* (4) = (2) - (3)	AE nouvelles ouvertes en 2017 (5)	TOTAL des AE ouvertes en 2017 (6) = (4) + (5)	CP ouverts les années antérieures à N (7)	CP consommés les années antérieures à N (8)	CP reprogrammés ou reportés en 2017* (9) = (7) - (8)	CP nouveaux ouverts en 2017 (10)	TOTAL des CP ouverts en 2017 (11) = (9) + (10)	AE prévues en 2018 (12)	CP prévus en 2018 (13)	AE prévues en 2019 (14)	CP prévus en 2019 (15)	AE prévues > 2019 (16)	CP prévus > 2019 (17)
			Contrats de recherche	Personnel	9 387 341	143 200	143 200		300 420	300 420	143 200	143 200		300 420	300 420	4 422 441	4 422 441	4 074 136
	Fonctionnement et intervention	27 866 138	753 550	753 550		1 189 787	1 189 787	407 950	407 950		1 263 787	1 263 787	9 213 948	9 135 353	7 234 101	7 234 101	5 635 758	5 635 758
	Investissement	5 043 646	344 600	344 600		970 000	970 000	334 000	334 000		995 000	995 000	1 783 355	1 806 486	1 212 135	1 212 135	2 205 447	2 205 447
	<b>Total contrat de recherche.2</b>	<b>42 297 125</b>	<b>1 241 350</b>	<b>1 241 350</b>	<b>0</b>	<b>2 460 207</b>	<b>2 460 207</b>	<b>885 150</b>	<b>885 150</b>	<b>0</b>	<b>2 559 207</b>	<b>2 559 207</b>	<b>15 419 744</b>	<b>15 364 280</b>	<b>12 520 372</b>	<b>12 520 372</b>	<b>13 188 783</b>	<b>13 188 783</b>
	<b>Ss total personnel</b>	<b>9 387 341</b>	<b>143 200</b>	<b>143 200</b>	<b>0</b>	<b>300 420</b>	<b>300 420</b>	<b>143 200</b>	<b>143 200</b>	<b>0</b>	<b>300 420</b>	<b>300 420</b>	<b>4 422 441</b>	<b>4 422 441</b>	<b>4 074 136</b>	<b>4 074 136</b>	<b>5 347 578</b>	<b>5 347 578</b>
	<b>Ss total fonctionnement et intervention</b>	<b>27 866 138</b>	<b>753 550</b>	<b>753 550</b>	<b>0</b>	<b>1 189 787</b>	<b>1 189 787</b>	<b>407 950</b>	<b>407 950</b>	<b>0</b>	<b>1 263 787</b>	<b>1 263 787</b>	<b>9 213 948</b>	<b>9 135 353</b>	<b>7 234 101</b>	<b>7 234 101</b>	<b>5 635 758</b>	<b>5 635 758</b>
	<b>Ss total investissement</b>	<b>5 043 646</b>	<b>344 600</b>	<b>344 600</b>	<b>0</b>	<b>970 000</b>	<b>970 000</b>	<b>334 000</b>	<b>334 000</b>	<b>0</b>	<b>995 000</b>	<b>995 000</b>	<b>1 783 355</b>	<b>1 806 486</b>	<b>1 212 135</b>	<b>1 212 135</b>	<b>2 205 447</b>	<b>2 205 447</b>
<b>TOTAL</b>		<b>42 297 125</b>	<b>1 241 350</b>	<b>1 241 350</b>	<b>0</b>	<b>2 460 207</b>	<b>2 460 207</b>	<b>885 150</b>	<b>885 150</b>	<b>0</b>	<b>2 559 207</b>	<b>2 559 207</b>	<b>15 419 744</b>	<b>15 364 280</b>	<b>12 520 372</b>	<b>12 520 372</b>	<b>13 188 783</b>	<b>13 188 783</b>

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

#### B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	Prévision 2017		Prévisions en 2018 et suivantes		
		Financement de l'opération (18)	Encaissements des années antérieures à 2017 (19)	Encaissement prévu en 2017 (20)	Encaissements prévus en 2018 (21)	Encaissements prévus en 2019 (22)	Encaissements prévus > 2019 (23)
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**	42 876 070	5 438 140	177 500	19 346 479	10 376 017	7 319 949
	Autres financements***	119 174			71 996	17 293	
	<b>Total contrat de recherche.2</b>	<b>42 995 244</b>	<b>5 438 140</b>	<b>177 500</b>	<b>19 418 475</b>	<b>10 393 310</b>	<b>7 319 949</b>
	<b>Ss total financement de l'Etat</b>						
	<b>Ss total autres financements publics</b>	<b>42 876 070</b>	<b>5 438 140</b>	<b>177 500</b>	<b>19 346 479</b>	<b>10 376 017</b>	<b>7 319 949</b>
	<b>Ss total autres financements</b>	<b>119 174</b>			<b>71 996</b>	<b>17 293</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>42 995 244</b>	<b>5 438 140</b>	<b>177 500</b>	<b>19 418 475</b>	<b>10 393 310</b>	<b>7 319 949</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

\*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

\*\*\* Recettes propres et recettes propres fléchés

**Tableau 10**  
**Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

**C - Exécution d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement**

Opération	Nature	Prévision pluriannuelle	Exécution					Restes à payer	Restes à réaliser		
		Coût total de l'opération	AE consommées les années antérieures à 2017	AE consommées en 2017	TOTAL des AE consommées	CP consommés les années antérieures à 2017	CP consommés en 2017	TOTAL des CP consommés	Sur les AE consommées	Solde à engager	Solde à payer
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (4) - (7)	(9) = (1) - (4)	(10) = (1) - (7)
Contrats de recherche	Personnel	9 387 341	34 044	418 450	452 495	34 044	418 450	452 495	0	8 934 846	8 934 846
	Fonctionnement et intervention	27 866 138	43 744	697 896	741 641	26 316	585 593	611 908	129 732	27 124 497	27 254 230
	Investissement	5 043 646	10 727	233 086	243 814	10 727	148 560	159 288	84 526	4 799 832	4 884 358
<b>Total contrat de recherche.2</b>		<b>42 297 125</b>	<b>88 516</b>	<b>1 349 433</b>	<b>1 437 949</b>	<b>71 087</b>	<b>1 152 604</b>	<b>1 223 691</b>	<b>214 259</b>	<b>40 859 176</b>	<b>41 073 434</b>
	<b>Ss total personnel</b>	<b>9 387 341</b>	<b>34 044</b>	<b>418 450</b>	<b>452 495</b>	<b>34 044</b>	<b>418 450</b>	<b>452 495</b>	<b>0</b>	<b>8 934 846</b>	<b>8 934 846</b>
	<b>Ss total fonctionnement et intervention</b>	<b>27 866 138</b>	<b>43 744</b>	<b>697 896</b>	<b>741 641</b>	<b>26 316</b>	<b>585 593</b>	<b>611 908</b>	<b>129 732</b>	<b>27 124 497</b>	<b>27 254 230</b>
	<b>Ss total investissement</b>	<b>5 043 646</b>	<b>10 727</b>	<b>233 086</b>	<b>243 814</b>	<b>10 727</b>	<b>148 560</b>	<b>159 288</b>	<b>84 526</b>	<b>4 799 832</b>	<b>4 884 358</b>
<b>TOTAL</b>		<b>42 297 125</b>	<b>88 516</b>	<b>1 349 433</b>	<b>1 437 949</b>	<b>71 087</b>	<b>1 152 604</b>	<b>1 223 691</b>	<b>214 259</b>	<b>40 859 176</b>	<b>41 073 434</b>

**D - Exécution des recettes**

Opération	Nature	Prévision	Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à 2017	Encaissement réalisés en 2017	Reste à encaisser en 2018 et suivantes
		(11)	(12)	(13)	(14) = (11) - (12) - (13)
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*				
	Autres financements publics**	42 876 070	5 192 500	551 837	37 131 733
	Autres financements***	119 174		119 174	0
<b>Total contrat de recherche.2</b>		<b>42 995 244</b>	<b>5 192 500</b>	<b>671 011</b>	<b>37 131 733</b>
	<b>Ss total financement de l'Etat</b>				<b>0</b>
	<b>Ss total autres financements publics</b>	<b>42 876 070</b>	<b>5 192 500</b>	<b>551 837</b>	<b>37 131 733</b>
	<b>Ss total autres financements</b>	<b>119 174</b>		<b>119 174</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>42 995 244</b>	<b>5 192 500</b>	<b>671 011</b>	<b>37 131 733</b>

\*\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

\*\*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

\*\*\*\* Ressources propres et autres recettes fléchés

**T-11 UMR**  
**TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT SANS OBJET**

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement					
				Organisme de recherche A		Partenaire B		Partenaire N	
UMR 1	Personnel		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement								
	Investissement								
UMR 2	Personnel		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement								
	Investissement								
...									
UMR n	Personnel		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement								
	Investissement								



**TABLEAU**  
**Synthèse budgétaire et comptable**

**POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

		<b>Compte financier 2017</b>	
<b>Stocks initiaux</b>	<b>1 Niveau initial de restes à payer</b>		<b>201 414,52</b>
	<b>2 Niveau initial du fonds de roulement</b>		<b>238 686,47</b>
	<b>3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	-	<b>5 371 852,84</b>
	<b>4 Niveau initial de la trésorerie</b>		<b>5 610 539,31</b>
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée		5 121 412,68
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		489 126,63	
<b>Flux de l'année</b>	<b>5 Autorisations d'engagement</b>		<b>2 577 019,81</b>
	<b>6 Résultat patrimonial</b>		<b>162 605,26</b>
	<b>7 Capacité d'autofinancement (CAF)</b>		<b>176 161,11</b>
	<b>8 Variation du fonds de roulement</b>		<b>217 915,55</b>
	<b>9 Opérations bilancielle non budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>-</b>
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	-
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	-
	Cautionnements et dépôts	-	-
	<b>10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>-</b>
	Variation des stocks	+ / -	-
	Production immobilisée	+	-
	Charges sur créances irrécouvrables	-	-
	Produits divers de gestion courante	+	-
	<b>11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>-</b>
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
	<b>12 Solde budgétaire =</b>	-	<b>638 122,84</b>
	12.a Recettes budgétaires		1 545 492,21
12.b Crédits de paiement		2 183 615,05	
<b>13 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers</b>			
<b>14 Décalages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers</b>	-	<b>648 107,11</b>	
<b>15 Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14</b>		<b>9 984,27</b>	
15.a dont variation de la trésorerie fléchée	-	481 592,63	
15.b dont variation de la trésorerie non fléchée	-	156 530,21	
<b>16 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14</b>		<b>207 931,28</b>	
<b>17 Restes à payer</b>		<b>393 404,76</b>	
<b>Stocks finaux</b>	<b>18 Niveau final de restes à payer</b>		<b>594 819,28</b>
	<b>19 Niveau final du fonds de roulement</b>		<b>456 602,02</b>
	<b>20 Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	-	<b>5 163 921,56</b>
	<b>21 Niveau final de la trésorerie</b>		<b>5 620 523,58</b>
	21.a dont niveau final de la trésorerie fléchée		4 639 820,05
21.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée		332 596,42	

Comptabilité budgétaire

Comptabilité générale



## CONCLUSION ET PROJET DE DELIBERATION

Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Etant entendu la nécessité d'ajuster le niveau du fonds de roulement au 31 décembre 2016 à hauteur de 238 686,47€ et non 235 433,25€

### Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 11,53 ETPT dont 0,5 ETPT sous plafond et 11,03 ETPT hors plafond
- 2 577 020 € d'autorisations d'engagement
- 2 183 615 € de crédits de paiement
- 1 545 492 € de recettes
- 638 123 € de solde budgétaire négatif.

### Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 9 984 € de variation de trésorerie
- 162 605 € de résultat patrimonial
- 176 161 € de capacité d'autofinancement
- 217 916 € de variation de fonds de roulement

### Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de 162 605 € en réserves.

Les tableaux des emplois (tableau 1), des autorisations budgétaires (tableau 2), de l'équilibre financier (tableau 4), de la situation patrimoniale (tableau 6), des opérations pluriannuelles (tableau 9), le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.



## GLOSSAIRE

**AMUE** : l'Agence de mutualisation des universités et établissements d'enseignement supérieur ou de recherche est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) qui organise la coopération entre ses membres et sert de support à leurs actions communes en vue d'améliorer la qualité de leur gestion.

**ANR** : l'Agence Nationale de la Recherche a pour mission la mise en œuvre du financement de la recherche sur projets en France.

**Autorisation d'emploi** : les crédits de personnel s'accompagnent d'un plafond d'emplois autorisés (article 7-III de la LOLF). Ces autorisations d'emplois sont annuelles limitatives au niveau du ministère et déclinées à titre indicatif par programme et par catégorie d'emplois dans les documents budgétaires. Elles sont exprimées en équivalent temps plein travaillé (ETPT) annualisés.

**Autorisation d'engagement (AE)** : les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées (article 8 de la LOLF).  
Les autorisations d'engagement sont consommées par la souscription des engagements de dépense (engagement juridique) à hauteur du montant ferme pour lequel l'État s'engage auprès d'un tiers.

**Crédit de paiement (CP)** : les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans l'année en cours ou les années antérieures (article 8 de la LOLF).

**Droits constatés** : "Droits constatés" est un abrégé de "budgétisation et comptabilité publiques sur la base des droits constatés". La méthode des droits constatés et celle des paiements ou « de caisse » sont souvent présentées comme aux antipodes l'une de l'autre.  
La méthode des paiements (cash basis) comptabilise une transaction au moment de l'encaissement ou du décaissement des fonds.  
La méthode des droits constatés (accruals basis) comptabilise une transaction lorsqu'intervient l'activité (ou la décision) qui va générer les recettes ou les dépenses, et ne tient pas compte du moment auquel interviennent décaissements ou encaissements.

**Engagement** : l'engagement est l'acte juridique par lequel l'État crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle il résultera une dépense. L'engagement respecte l'objet et les limites de l'autorisation budgétaire.

**Équivalent temps plein travaillé** : l'équivalent temps plein travaillé (ETPT) comptabilise, sur période donnée (généralement l'année), les agents soumis au plafond d'emplois. Cette unité de décompte tient compte à la fois de la quotité travaillée et de la période d'activité sur l'année. Un agent à temps complet qui est en position d'activité pendant toute l'année équivaut à 1 ETPT. Un agent à temps complet qui est en position d'activité durant 6 mois équivaut à 0,5 ETPT. L'ETPT est l'unité de décompte du plafond d'emplois. Comme l'ETP, l'ETPT ne tient pas compte des sur-rémunérations du temps partiel.

**FNAL** : La contribution au Fonds national d'aide au logement est due par tous les employeurs, quelle que soit la taille de la structure. Cette contribution assure le financement de l'allocation logement.



**Fongibilité** : la fongibilité permet à chaque gestionnaire d'utiliser librement les crédits ouverts pour mettre en œuvre de manière performante et optimale les actions du programme, sous réserve de la soutenabilité dans la durée des choix de gestion et du respect de l'autorisation parlementaire accordée.

Cette liberté porte sur la destination et sur la nature des dépenses : les crédits ouverts sur un programme ne sont répartis par action et par nature de dépense qu'à titre indicatif (sous réserve de la distinction entre les dépenses de personnel et les autres dépenses)

**Fongibilité asymétrique** : la fongibilité budgétaire est dite asymétrique car, si les crédits de personnel peuvent être utilisés pour d'autres natures de dépenses (fonctionnement, intervention, investissement), l'inverse n'est pas possible. Le législateur a souhaité ainsi prévenir l'expansion des dépenses de personnel (article 7 de la LOLF).

**GBCP** : le décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) actualise le règlement général de la comptabilité publique (RGCP) de 1962. C'est un texte fondateur qui définit les règles afférentes, pour la sphère publique, à la gestion comptable ainsi que l'ensemble des règles relatives à la gestion budgétaire.

Le GBCP met en cohérence les règles de la gestion budgétaire et comptable publique avec les évolutions du cadre de la gestion des finances publiques issues de la LOLF et des exigences de maîtrise pluriannuelle des comptes publics.

**HDR** : Le diplôme d'Habilitation à Diriger des Recherches est décerné aux docteurs travaillant dans le secteur de la recherche publique ayant montré leur aptitude à mener une recherche de haut niveau dans un domaine scientifique important et à encadrer de jeunes chercheurs.

**PEPITE** : Pôle Etudiant Pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat

**Principe d'annualité** : c'est le principe selon lequel le budget est voté pour un an. Ce principe s'applique au budget et à la gestion en AE/CP. L'article 15-I de la LOLF dispose que « les crédits ouverts [...] au titre d'une année ne créent aucun droit au titre des années suivantes ». Ce principe s'articule avec le développement de la programmation pluriannuelle des crédits de l'État, dans le cadre des règlements communautaires et de la loi de programmation des finances publiques.